



La Commune, rompre le silence

Introduction

De mars à mai 1871 la Commune de Paris fut la première révolution de type socialiste au monde. Ses répercussions furent considérables, en particulier sur le développement du mouvement ouvrier international, y compris contemporain.

Les références à cet énorme événement ont toujours été systématiquement dénaturées.

Actuellement un silence officiel de plomb pèse lourdement sur cette révolution. Marx en avait saisi d'emblée toute la portée. Dans "la guerre civile en France" il en tire les leçons, leçons plus que jamais valables aujourd'hui.

Nous sommes convaincus que l'article qui suit contribuera à soulever la chape de plomb qui écrase aujourd'hui l'histoire révolutionnaire de notre pays et l'histoire tout court.

Dans le cours quasi majestueux d'une histoire de la France bourgeoise, où les révolutions, même si elles sont faites par le petit peuple aux bras nus, finissent toujours par la mise en place d'un nouveau pouvoir d'État bourgeois, plus conforme aux besoins du moment, comment a-t-il pu se faire que, du 18 mars au 28 mai 1871, la capitale de ce pays ait pu être gouvernée par une Commune, démocratie de type nouveau, formée au moins en partie d'ouvriers, aspirant au socialisme ? La classe ouvrière est entrée dans l'Histoire de France pendant ces journées des 27, 28 et 29 juillet 1830, que l'on a surnommées les Trois Glorieuses et qui virent le peuple de Paris, muet depuis trente-cinq ans, se lever et chasser le roi Charles X, lequel emporta dans son exil l'aristocratie définitivement vaincue par la bourgeoisie. Une bourgeoisie, qui, dès le 30 juillet confisqua la révolution populaire à son profit. Dix-huit ans plus tard, en février 1848, de nouveau, le peuple de Paris, artisans et ouvriers réunis, fit tomber le régime ; à son tour, le roi bourgeois Louis-Philippe fuyait devant les prolétaires parisiens comme son cousin en 1830. La bourgeoisie dut attendre quelques mois pour reprendre l'initiative. L'assemblée élue étant à sa main, surtout à cause du vote des ruraux, elle décida d'annuler toutes les conquêtes sociales et jeta au chômage des dizaines de milliers d'ouvriers, les condamnant à l'insurrection. Les ouvriers parisiens, révoltés du 23 au 26 juin 1848, se trouvèrent alors pour la première fois face à toutes les composantes de la Bourgeoisie. Ils voulaient la "démocratie sociale", où chacun a ce qui correspond à ses besoins. Ils avaient trouvé face à eux, tous ceux qui possédaient quelque chose, un rassemblement des propriétaires. Ce fut la première Révolution qui divisait la société tout entière en deux camps ennemis. Les tenants de l'ordre, républicains modérés sauf en ce qui concerne la répression, mirent sur pied une unité spéciale, la garde mobile, aux ordres du général Cavaignac. La répression fut terrible : 15 000 morts chez les ouvriers, 15 000 prisonniers dont 5 000 déportés en Algérie. Pour autant, trois ans plus tard, ces Républicains durent capituler devant le futur empereur Napoléon III, auteur de son premier coup d'État, le 2 décembre 1851.

En 1870, le second empire s'effondre comme un château de cartes sous les coups de l'armée prussienne, et la bourgeoisie ne défend pas le pays occupé, préoccupée qu'elle est de l'agitation des ouvriers parisiens. <> Le 10 octobre 1870, le maréchal Bazaine avait proposé à Bismarck de neutraliser les 170 000 hommes de son armée de Metz ; et il ne l'avait pas proposé seul. Tout son état-major était complice ; tous ces généraux honnêtes gens étaient bien d'accord ; depuis le 4 septembre et la proclamation, à Paris, de la République, l'ennemi avait cessé d'être pour eux, les Prussiens. Et ce que demandèrent à Bismarck les maréchaux et généraux de Metz, c'est l'autorisation de traverser, neutres, la zone d'occupation allemande pour foncer sur Paris et y rétablir la société sur ses bases. Ainsi l'armée que la France avait confiée à Bazaine pour la défense du territoire, les Bazaines de Metz avaient décidé de la muer en armée de guerre civile. Sous le couvert, et avec la complaisance, de la Croix-Rouge, Bourbaki, dont l'histoire officielle de la IIIème République a fait un héros, partit pour Londres où il devait exposer à l'impératrice en exil le plan de ces messieurs. L'impératrice, du reste, en eut un haut-le-corps, lui demanda s'il était devenu fou, et lui donna l'ordre d'aller immédiatement se mettre au service de la résistance française. Les dispositions de l'état-major de Metz étaient exactement celles de l'état-major de Paris. Mornes, languides, inertes, tels étaient les généraux de Paris, réduits, par le malheur des temps et la frénésie nationale des Parisiens, à feindre une défense dont ils avaient horreur et qu'ils maudissaient, leur unique objectif étant la capitulation, le plus vite qu'ils pourraient, afin que les Allemands victorieux fussent là pour tenir en respect, avec leurs canons, les faubourgs. Les Allemands voulaient deux provinces ? Et après ? Que sont deux provinces de moins, au prix de ce qui était en question, avec ces résistants odieux, des "rouges", pour la plupart, des scélérats qui, si jamais leur parti gagnait la guerre, mettraient en péril l'essentiel, les structures économiques et sociales, le système lui-même, "l'ordre établi" de la bourgeoisie. C'est cela, c'est ce fondement même de la société, de la civilisation, qu'entendaient protéger à tout prix et avec les moyens appropriés les hommes du "gouvernement de la Défense nationale", rebaptisé par Marx "gouvernement de la défection nationale".

Alors le peuple ouvrier de Paris se leva, et avec lui des artisans, des boutiquiers, des journalistes, pour défendre la patrie et pour la "Sociale". La Commune, élue le 26 mars, commença en réalité le 18 lorsque le peuple ouvrier s'opposa au rapt des canons de Montmartre par les soldats de Thiers, soldats qui, d'ailleurs, fraternisèrent avec la foule. Durant soixante-treize jours se déroula la première révolution de caractère prolétarien, la première expérience socialiste, qui, malgré ses imperfections, apporta tant d'enseignements et d'espoirs aux ouvriers du monde entier.

1 bref rappel historique

1-1 la chute du second empire

Napoléon III se laissa entraîner par son entourage dans une guerre contre la Prusse, qui était mieux armée et avait avec elle les autres Etats allemands (Bavière, Saxe, etc.). La guerre fut déclarée le 19 juillet 1870. Le 2 septembre, l'empereur et son Etat-major furent faits prisonniers à

Sedan. Le 4, la déchéance de l'empereur était proclamée et un gouvernement provisoire était nommé, le "gouvernement de la défense nationale". Le général Trochu, une sorte de potiche, chargé de diriger la résistance, présidait ce gouvernement, composé de "modérés" comme Thiers ou Jules Favre et d'hommes de la Bourgeoisie industrielle, comme Jules Ferry ou Jules Simon, tous partisans convaincus de la République. Devant la défaite des armées françaises, Trochu démissionna le 30 décembre. Thiers le remplaça à la tête du gouvernement.

1-2 le gouvernement provisoire et la paix

Le gouvernement provisoire tenta de signer la paix avec les Prussiens dont l'armée occupait une partie de notre territoire et était à portée de canons de Paris. La plupart des généraux à son service fit semblant de poursuivre la guerre, mais sans aucune envie d'en découdre avec les Prussiens, bien plus préoccupés qu'ils étaient du maintien de l'ordre établi. Les membres du gouvernement, Républicains modérés ou tardifs voulaient simplement que la Bourgeoisie continuât d'exercer tous les pouvoirs et pensaient que la République était le mieux adapté des systèmes. Mais ils ne souhaitaient surtout pas bouleverser la société. Leur principal dirigeant,

Thiers portait leur message en disant "La République sera conservatrice ou ne sera pas." Parmi eux, on notait la présence d'hommes de la Bourgeoisie industrielle, qui souhaitaient maintenant ravir le pouvoir aux rentiers et propriétaires terriens, comme Jules Ferry.

Vainqueur sur le terrain militaire, le chancelier prussien

Bismarck avait fait proclamer son roi, Guillaume 1er, empereur d'Allemagne, par tous les princes allemands, le 18 janvier 1871 dans la galerie des glaces du château de Versailles, occupé par les armées allemandes. L'unité de l'Allemagne était réalisée. Mais Paris résistait.

1-3 La Résistance parisienne

Les ouvriers organisaient la défense contre l'armée prussienne, critiquaient le gouvernement qui discutait avec l'ennemi et, en même temps, ils avançaient des idées qui faisaient peur aux Bourgeois, comme la journée de huit heures. Par peur du peuple,

Thiers négocia la paix à n'importe quel prix avec Bismarck. Il accepta que l'Alsace et la moitié de la Lorraine fussent cédées à l'Allemagne ainsi que le paiement d'une énorme dette de guerre. Pour remercier

Thiers, Bismarck fit libérer les officiers et soldats dont le gouvernement avait besoin pour mater les Parisiens.

Car les Parisiens s'étaient révoltés. Thiers avait voulu récupérer des canons, placés à Montmartre sous la protection de la foule parisienne. Mais les soldats n'avaient pas obéi, étaient passés du côté des Parisiens et avaient fusillé leurs généraux le 18 mars 1871.

Thiers avait aussitôt évacué Paris, installé le gouvernement à Versailles. Avec d'autres soldats, il préparait la reconquête de la ville.

1-4 La première révolution socialiste

Le 26 mars, les Parisiens élirent le conseil général de la Commune de Paris, c'est à dire une assemblée destinée à voter des lois, et à gouverner la capitale. La Commune de Paris fut la première Révolution de type socialiste, c'est à dire qui installait le pouvoir des ouvriers. Parmi les lois votées par la Commune figuraient la journée de huit heures, l'interdiction du travail de nuit pour les ouvriers boulangers, le projet d'une école laïque et gratuite, la création de coopératives ouvrières remplaçant les patrons, la séparation des Eglises et de l'Etat, la suppression de l'armée permanente et son remplacement par une garde nationale composée de l'ensemble des citoyens.

Au conseil général de la Commune siégeaient une "majorité", composée des Blanquistes

(l'ouvrier fondeur Emile Duval, le libraire Emile Eudes, le clerc d'avoué Théophile Ferré, le journaliste Raoul Rigault, l'ouvrier cordonnier Alexis Trinquet) disciples de Blanqui, des Néo-Jacobins, Républicains de Gauche, (le savant Gustave Flourens, les journalistes Charles Delescluzes, Jean-François Paschal-Grousset et Félix Pyat), et de "socialistes indépendants", comme l'écrivain et journaliste Jules Vallès et une

minorité composée d'animateurs de l'Internationale en France, (l'ouvrier bijoutier Léo Frankel, l'ouvrier teinturier Benoît Malon, l'ouvrier cordonnier Auguste Serrailier, l'ouvrier relieur Eugène Varlin, l'ingénieur Edouard Vaillant). Les débats étaient fréquents, importants, mais une atmosphère de joie régnait dans Paris.

1-5 La semaine sanglante et l'écrasement de la Commune

Mais

Thiers voulait en finir avec la Commune. Il confia le commandement de l'armée au maréchal Mac Mahon, ancien chef des armées de Napoléon III. Celui-ci organisa la reconquête de la ville. Cela se termina par la "semaine sanglante" du 21 au 28 mai 1871. Les derniers combattants de la Commune furent fusillés au cimetière du Père Lachaise. Quelques-uns parvinrent à s'enfuir, mais la tuerie avait fait 30 000 morts, 50 000 prisonniers et autant de procès se traduisant par des condamnations à mort, et 7500 déportations en Nouvelle Calédonie.

Le mouvement ouvrier et socialiste en France était décapité, ses principaux animateurs étaient morts, comme

Varlin ou en fuite. Ses idées étaient interdites. Il lui fallut trente ans pour s'en remettre.

2 les causes de la Commune

2-1 La première cause est d'ordre patriotique. N'y voyons surtout pas une contradiction avec ce que Marx a écrit : « les prolétaires n'ont pas de patrie ». Au vrai, le fondateur du socialisme scientifique a voulu exprimer l'idée qu'il est à la fois impossible d'attribuer et d'enlever à une classe montante ce qu'elle n'a pas : la patrie. La bourgeoisie, classe opprimée et montante a incarné la nation en 1792 et 1793 face à la noblesse, autrefois dominante et alors déclinante, qui ne songea qu'à trahir et émigrer. De la même manière, le prolétariat de 1870 et 1871 défendit la France occupée, alors que la bourgeoisie ne cherchait qu'à traiter à tout prix, pour pouvoir restaurer son ordre des choses. En 1871, la bourgeoisie en place crut que la guerre voulue par la coterie impériale, pour consolider le trône, la servirait. Mieux vaudrait dire que les bourgeoisies le crurent, aussi bien celle des rentiers qui pensait conforter le régime tout à sa botte, que la bourgeoisie industrielle, qui pensait qu'une nouvelle occasion d'établir la République, son régime préféré, et de damer le pion à l'autre bourgeoisie était enfin venue. La suite sembla donner raison à ceux des bourgeois qui incarnaient la gauche, les "Républicains". Une gauche qui allait de Thiers à Clemenceau, en passant par Jules Simon, Jules Ferry et Gambetta : après les premières défaites et le désastre de Sedan, la République fut proclamée, et le nouveau gouvernement, celui des Jules (Favre, Simon, Ferry), mis à part le fantoche Trochu, n'était composé que de Républicains. Même s'il s'intitulait « gouvernement de la défense nationale », presque tous ses membres ne songeaient qu'à traiter avec Bismarck, afin de sauver l'essentiel, les privilèges et la tranquillité des possédants. Il en fut de même pour le gouvernement de Thiers, qui lui succéda, sans Gambetta, adversaire de la paix à tout prix, ni Ferry, devenu maire de Paris, et à ce titre chargé de surveiller et réprimer la dangereuse capitale. Au contraire, le prolétariat, qui ne fut, lui, pour rien dans le déclenchement des hostilités voulait rompre l'encerclement de Paris et chasser l'envahisseur. La guerre avait changé de sens ; elle était devenue pour le peuple une juste guerre de libération et le prolétariat montant releva le drapeau de l'indépendance nationale, abandonné par les bourgeois. Quand éclata l'humiliation de l'armistice, de la perte de l'Alsace-Lorraine, du défilé des Prussiens dans Paris, sa rancœur était à son comble. La Commune, réclamée par les ouvriers les plus conscients, dès le siège, pour lutter à outrance contre les Prussiens, fut le sursaut exaspéré d'un peuple qui refusait la défaite.

2-2 Mais on ne peut la réduire à cela.

Les élections de février 1871, en sont une première preuve, donnant une victoire écrasante à la droite (400 députés monarchistes plus 30 bonapartistes sur un total de 768, dont 675 députés ayant vraiment siégé). C'est la fameuse assemblée des "ruraux", réactionnaires et catholiques. Dressant un cordon sanitaire autour des grandes villes, Thiers a organisé une campagne de dénigrement des ouvriers et de leurs idées, jouant sur le désir légitime de paix des simples gens. Comme l'écrivit l'historien Jean Gacon : « Dans bien des régions, où propriétaires et brasseurs d'affaires veulent oublier l'intérêt de la patrie au nom de leurs intérêts particuliers immédiats, on n'a pas compris que voter pour la paix, c'est voter pour la conservation sociale et la réaction politique. » La carte électorale habituelle de la France en fut bizarrement déformée, jusqu'aux élections partielles suivantes (comme celles de juillet 1871, envoyant à l'assemblée 100 députés républicains pour 12 monarchistes) qui rétabliront le vrai visage des départements avancés. Cette assemblée d'ultra réactionnaires va toutefois laisser le pouvoir à une coalition de gauche et du centre gauche, qui n'est pas majoritaire. Cette élection creusa un fossé qui n'était pas seulement de nature patriotique. A Bordeaux puis à Versailles, siégeait une assemblée de notables, nobles terriens et bourgeois nantis, nullement représentative des forces vives du pays, prête à restaurer la monarchie et à défendre l'ordre établi. En face, le Paris populaire avait d'autres objectifs politiques, une vraie république et le progrès social.

2-3 l'égalité sociale. Les ouvriers de Paris, et les membres des classes moyennes qui firent cause commune avec eux, n'étaient pas seulement des patriotes. Ils voulaient aussi une société nouvelle et pas seulement la République, fût-elle même celle de Gambetta. S'organisant notamment au sein de la garde nationale, qui n'avait plus rien à voir avec une organisation militaire bourgeoise, mais constituait un véritable exemple de « la population en armes », ils réclamaient une « Commune », pour les uns en souvenir de 1793, pour d'autres avec la notion précise d'appareil d'État prolétarien. Redonnons la parole à Jean Gacon : « Ainsi se tend une situation politique plus complexe que le simple antagonisme sur le problème de la paix avec la Prusse. Mais on ne comprend pas vraiment ce climat politique si l'on ne fait pas intervenir, en profondeur, les causes économiques et sociales. La France de 1871 n'est décidément plus celle de 1793 et là réside, d'ailleurs, l'erreur de ceux qui ne parlent de « Commune » que pour recommencer le passé, ces romantiques qui se disent « jacobins », comme Félix Pyat et que les jeunes surnomment avec impertinence « les vieilles barbes de 1848 ». En réalité on est en pleine période de transition. Les compagnons existent encore dans les ateliers où ils « cassent la croûte » avec le maître, mais les ouvriers, au sens moderne du mot, augmentent, dans de vraies usines. La classe ouvrière se développe en nombre, en cohésion et en conscience. Elle a conquis le droit de coalition, multiplié les grèves, mis sur pied des chambres syndicales. Longtemps les ouvriers parisiens ont été la force d'appoint, les troupes sacrifiées des journées révolutionnaires qui se terminaient par le recul de la vieille noblesse ou l'avènement d'une nouvelle couche bourgeoise. Quand ils ont voulu se battre pour eux-mêmes, en juin 1848, cette prétention a été impitoyablement noyée dans leur sang... » Les militants ouvriers pensaient que l'égalité de principe donnée par le suffrage universel, ne suffisait pas, quelques-uns même commençaient à penser qu'elle n'était en aucune manière une garantie pour le prolétariat. Ils voulaient aussi et surtout l'égalité sociale ; et ils envisageaient d'exercer eux-mêmes le pouvoir pour bâtir le socialisme. Certes sur la façon d'y parvenir, ils étaient divisés. Blanqui et ses amis pensaient à l'action de force d'un petit nombre d'hommes résolus. Le marxisme était encore peu connu en France. Proudhon, adepte d'une république de petits propriétaires, mais absent en juin

1848, avait fait des adeptes, qui, peu à peu se détachaient de son idéologie, n'en gardant que quelques aspects, comme le développement du mutualisme. Le rideau se déchira d'autant plus en 1871, que deux des principaux disciples de Proudhon s'illustrèrent dans le mauvais camp : Tolain rejoignit Versailles et Chaudey, maire adjoint d'un arrondissement parisien, fit tirer sur la foule ouvrière. Pourtant, depuis 1864 existait la 1ère Internationale dont l'adresse inaugurale avait été rédigée par Marx. Sa section française bientôt vouée à la clandestinité par les procès intentés par le pouvoir impérial, était animée par le relieur Varlin, proudhonien de formation, mais qui croyait de plus en plus, comme l'ouvrier bijoutier Frankel à la lutte politique de masse.²⁻⁴ la vie à Paris Enfin, il faut évoquer les conditions économico-sociales du moment. Le sort du peuple parisien était tragique au lendemain du siège. Les riches étaient partis en province ou recevaient des colis de vivres ; ils pouvaient à nouveau manger à leur faim et même des mets recherchés. La suppression de la solde des gardes nationaux, décidée le 8 mars par l'Assemblée nationale, souvent seul moyen d'existence, car le chômage régnait, aggrava encore la situation. L'Assemblée s'en prit alors aux commerçants et artisans. Aucune banque n'avait encore rouvert ses prêts et, cependant, la loi sur les échéances rendit exigibles les effets de commerce, acculant à la faillite les boutiquiers qui avaient fait depuis le début de la guerre un chiffre d'affaires dérisoire. Napoléon III lui-même avait, durant les hostilités, mis un moratoire sur les loyers. Celui-ci fut annulé et des milliers de locataires, surtout les artisans, tenants d'un pas-de-porte, se trouvèrent à la merci des « vautours », comme on surnommait les propriétaires. Ainsi les députés incompréhensifs avaient scellé l'alliance avec le prolétariat d'une petite bourgeoisie qui, en juin 1848, lui avait été hostile. La « Commune de 1871 » ne sera pas uniquement prolétarienne, mais fondée sur l'entente des ouvriers avec une partie des classes moyennes.

3 l'œuvre de la commune

On peut dire que la Commune adopta deux sortes de mesures. Les unes recouvraient l'ensemble des aspirations du démocratisation petit-bourgeois poussé à son terme, revêtant donc un caractère socialiste. Elles reprenaient le programme radical de Belleville, élaboré en 1869 par Gambetta, une législation que la République bourgeoise mit plus d'un demi-siècle à promulguer à son tour, au compte-gouttes. Les deux mesures phares, illustrant cet aspect "démocratique bourgeois" furent le projet de création d'une école publique, laïque et la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elles furent complétées par d'autres mesures à caractère social, sans pour autant remettre en cause le capitalisme, comme la journée de dix heures, la suppression du système des amendes et des bureaux d'embauche privés, l'interdiction du travail de nuit pour les ouvriers boulangers, ou encore la reconnaissance du principe d'un salaire garanti, inscrit sur le cahier des charges de toute entreprise.

Mais, la Commune décida aussi de mesures à caractère franchement socialiste. Si elle ne décréta pas de nationalisations, ni la réforme fiscale préconisée, en avril 1870, par le congrès de la section parisienne de l'Internationale, elle décida la mise en coopératives des ateliers désertés par les patrons versaillais. Attention à ne pas se tromper sur ces coopératives : elles n'avaient rien à voir avec les SCOP, l'économie sociale en régime capitaliste, qui furent très à la mode dans les années 80. Elles étaient de la même nature que les kolkhozes soviétiques. Il s'agissait d'une expérience concrète de la socialisation des moyens de production.

Voici ce qu'écrivit Frankel, délégué de la Commune au travail, en 1877, dans un journal de Budapest : « [la Commune voulait transformer les moyens de production \(dans la main de quelques-uns uniquement, ils servent à l'exploitation et à la](#)

réduction en esclavage des ouvriers) en simples instruments de travail des associations de production. Le projet partage les associations de production entre les vingt arrondissements de Paris qui auraient opéré solidairement et en étroite liaison... » C'est de ce projet qu'Engels en 1891 dit dans l'avant-propos de "la Guerre civile en France", que « c'était une mesure extrêmement importante de la Commune » et « qu'elle devait mener en dernière analyse au communisme ».

La Commune proclame aussi l'abolition des armées permanentes et reconnaît la garde nationale liée au peuple, comme seule force militaire. Elle remplace donc l'armée par la "population en armes". Si la conscription est la marque de la démocratie bourgeoise, la population en armes est, elle, nettement socialiste, comme le dit Lénine dans "L'Etat et la Révolution". Enfin, la conception de l'Ecole développée par les Communards, n'était pas de nature bourgeoise. Comme nous le verrons, plus tard, c'est une école intégrale, polytechnique, sans aucune soumission aux directives idéologiques de l'Etat bourgeois, comme celle de Jules Ferry. Il faut le dire, la Commune établit toujours un lien entre les simples aspirations des républicains avancés et l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

4 la commune et l'école

C'est essentiellement à Edouard Vaillant que l'on doit l'impulsion de l'œuvre de la Commune en matière d'école. Blanquiste, mais aussi Internationaliste (un cas unique parmi les élus de la Commune), Vaillant fut nommé par le Conseil de la Commune délégué à l'enseignement le 20 avril avec « tous les pouvoirs nécessaires pour prendre seul et sous sa responsabilité les mesures exigées par la situation ». Un programme avait bien été élaboré par une commission, comprenant Vallès et Delescluze, mais ce n'était qu'un texte général qui manifestait l'intérêt relatif de l'assemblée de la Commune pour les questions d'éducation, ce qui peut se comprendre étant données les circonstances. Vaillant se mit donc au travail, s'appuyant sur la commission de l'enseignement et les services administratifs, associant tous les représentants des instances concernées, et notamment des groupements populaires de parents et d'enseignants comme "L'éducation nouvelle", ou la "Société des amis de l'enseignement".

L'œuvre éducative de la Commune peut être répartie en deux chapitres. D'abord les décisions d'avenir, engageant fortement la Commune, mais qui, faute de temps, ne purent être mises en pratique. Ce sont les mesures que nous avons évoquées plus haut : le décret du 2 avril sur la « séparation de l'Eglise et de l'Etat et la suppression de toutes les subventions d'Etat pour des buts religieux, ainsi que la transformation de tous les biens ecclésiastiques en propriété nationale » qui se traduisit par la décision de bannir des écoles tous les symboles religieux, ensuite le décret rendant l'instruction « gratuite, obligatoire et exclusivement laïque » tout en augmentant le nombre des bourses dans les lycées. Enfin le projet de l'Ecole de la Commune était celui de « l'Ecole intégrale ». Mais il faut aussi évoquer les tentatives de mise en place de l'école nouvelle, les expériences qui furent pratiquées.

4-1 la Commune et la laïcisation

Les mesures de laïcisation furent un point non négligeable de la politique scolaire de la Commune. Préconisées dès 1867 par l'Internationale, elles furent soulignées par Marx dans "La Guerre civile en France" et par Engels lorsque, le 18 mars 1891, il célébra le vingtième anniversaire de la première Révolution prolétarienne. La Commune, nous dit Engels « décrétait des réformes que la bourgeoisie républicaine avait négligées rien que par lâcheté, mais qui constituaient pour la libre action de la

classe ouvrière une base indispensable, comme la réalisation de la formule suivant laquelle, à l'égard de l'Etat, la religion n'est qu'une affaire privée ». Il ne faut pas sous-estimer l'ampleur des mesures de laïcisation ni l'importance de ce combat à cette époque. L'idée d'une « école sans Dieu » constitua à l'époque un véritable séisme dans une France qui érigea la basilique du Sacré Cœur à Montmartre en expiation de l'offense faite à Dieu par les Communards, avec une chambre des députés qui fit demander le 16 mai des prières publiques pour supplier Dieu d'apaiser les discordes civiles et de mettre un terme aux maux qui affligeaient le pays.

4-2 l'école gratuite et obligatoire

On ne peut limiter à cet unique trait la féconde activité déployée par les Communards dans le domaine de l'éducation. Il faut aussi parler de l'école gratuite et obligatoire. Elle marquait, pour la Commune, une rupture avec les théories de Proudhon. Partisan d'une république de petits propriétaires, Proudhon se prononçait contre l'enseignement obligatoire et gratuit, considéré comme une contrainte pour le chef de famille. Les Internationalistes étaient bien entendu en désaccord avec ces thèses, ainsi Varlin, ancien disciple de Proudhon, devenu un des dirigeants français de l'Internationale et proche de Marx, se revendiquait dès 1868 pour l'instruction obligatoire. La divergence entre ceux des anciens proudhoniens présents lors de la Commune qui inspirèrent le mouvement anarcho-syndicaliste et les marxistes porte sur le rôle de l'Etat. Pour les Marxistes, l'Etat bourgeois doit prendre à sa charge les dépenses qui permettent la construction des bâtiments, le financement du matériel et des salaires, la scolarisation de tous. Pour les futurs anarchistes, ce n'est pas l'Etat bourgeois, mais l'Etat quel qu'il soit qui ne doit pas avoir d'influence sur l'Ecole. Nous retrouvons là le débat si clairement exposé par Lénine dans « L'Etat et la Révolution » : après avoir abattu l'Etat bourgeois, il faut installer un Etat prolétarien qui opprime la bourgeoisie et se sbires. La Commune n'a pas eu le temps d'aller jusque là, elle en est restée à confier aux municipalités (mairies d'arrondissement) la prise en charge de l'enseignement, ce qui se révéla une arme à double tranchant, car il fallait sinon l'accord, au moins la bonne volonté des municipalités. Ce qui fut loin d'être le cas. Dans certains arrondissements, en deux jours, les congréganistes furent chassés, dans d'autres ils résistèrent, sachant que la Commune avait d'autres chats à fouetter et qu'ils avaient le soutien de certains élus. Edouard Vaillant passa beaucoup de temps à négocier puis à menacer les récalcitrants ou les municipalités qui n'ouvraient pas d'école là où il y en avait besoin.

4-3 Concrètement

Le parti pris de Vaillant fut de tout piloter, avec la commission de l'enseignement, et le plus possible de partenaires associés. On organise l'enseignement des filles, sous la direction, notamment d'Andrée Léo et Anne Jaclard... Deux fois par semaine, l'Education Nouvelle convie les éducateurs et les parents à venir discuter en commun des réformes à réaliser dans les programmes. On dirige vers les écoles des ouvriers désirant être maîtres d'apprentissage. Enfin, le 18 mai, La Commune décide de doubler le traitement minimal des instituteurs et de tripler celui des institutrices, ce qui les place « à salaire égal ».

4-4 l'école intégrale

La volonté de construire l'école intégrale est l'exemple même qui montre qu'au-delà de la démocratie bourgeoise, c'est bien une société socialiste que les Communards voulaient construire. Aucune des Républiques française n'a jamais repris, même des années après ce projet-ci de la Commune. Cette éducation intégrale tendait à faire des hommes complets, à développer harmonieusement toutes les facultés, à lier la culture intellectuelle à la culture physique et à l'enseignement technique.

Vaillant, comprenant que le contenu de cet enseignement intégral restait alors assez flou et imprécis, lança à tous un appel pour « arrêter les réformes immédiates qui assurent, dans un avenir prochain, cette transformation radicale de l'enseignement » (extrait du fameux appel daté du 17 mai). Mais la philosophie de cet enseignement fut définitivement fixée par cet extrait d'un article du Vengeur : « Il faut, enfin, qu'un manieur d'outil puisse écrire un livre, l'écrive avec passion, avec talent, sans pour cela se croire obligé d'abandonner l'étau ou l'établi. Il faut que l'artisan se délasse de son travail journalier par la culture des arts, des lettres ou des sciences, sans cesser, pour cela, d'être un producteur ». Enfin, dans un autre article, le même Vengeur demandait que « dès son jeune âge, l'enfant passe alternativement de l'école à l'atelier ». Ces idées, ces tâtonnements, ces débuts de mises en pratique inspirèrent Marx et Engels, qui parlèrent d'une « Ecole polytechnique » ainsi que la Révolution d'Octobre et l'Union Soviétique. Voilà qui n'avait rien à voir avec l'école que Jules Ferry instaura en France en 1885, consacrant la division du travail et la séparation de l'école de la production en général et des lieux de production en particulier : une école de l'Etat bourgeois.

5 les courants politiques dans et hors de la Commune

5-1 Les Blanquistes

Louis-Auguste Blanqui fut le symbole d'un siècle. Par son père, Conventionnel, il se rattachait à la Révolution. Il fut d'abord un étudiant démocrate, puis, découvrant avec la Révolution de 1830 et la révolte des Canuts, la misère et aussi la puissance de la classe ouvrière, il se rallia au communisme utopique des années 1830 à 1834. Désormais, sa vie était tracée, il fut le défenseur du prolétariat.

Formé par la pratique des sociétés secrètes, il en fut marqué toute sa vie. Ses disciples furent, comme lui, les hommes d'un coup de main, de l'action de force d'un groupe d'hommes résolus. Ils n'apprécièrent pas à leur juste valeur le caractère de masse des luttes prolétariennes sous le second Empire. Mais Blanqui a sa place dans le grand cœur de la classe ouvrière française. Il restera l'homme qui n'a jamais désespéré, l'homme pour qui le socialisme n'a pas cessé d'apparaître comme le but final de l'humanité en marche. On sait qu'il fut surnommé "l'Enfermé", parce que, sur les 75 années qu'il vécut, il en passa 37 en prison. Lorsque ce héros de légende mourut le 1er janvier 1881, plus de 100 000 personnes l'accompagnèrent au Père Lachaise.

Absent physiquement de Paris, Blanqui fut réellement présent par ceux qu'il avait formés le 18 mars 1871. On sait qu'il fut arrêté et incarcéré, et que Thiers, en possession d'un otage de poids, refusa de l'échanger contre les 75 de la Commune, archevêque de Paris inclus. Marx écrivit qu'il avait manqué un chef à la Commune. Effectivement, celui qu'il avait désigné, des années avant comme « la tête et le cœur du parti prolétarien en France » manqua cruellement à la révolution prolétarienne de 1871.

Blanqui fut un matérialiste, un athée. Il ne s'éleva cependant pas jusqu'à la conception matérialiste du développement social, jusqu'au niveau du communisme scientifique. Bien que Blanqui estimât que la lutte de classes jouait un grand rôle dans l'histoire, il voyait le moteur principal du progrès dans l'instruction. La critique du régime capitaliste portait chez Blanqui un caractère surtout moral et reposait sur le critère abstrait de la "justice". La révolution lui apparaissait sous la forme de l'insurrection armée, réalisée par une organisation de conspirateurs bien préparés. Il ne tenait pas compte de la situation révolutionnaire concrète nécessaire pour obtenir le succès.

Lénine a écrit : « Le blanquisme attend que l'humanité échappe à l'esclavage du salariat, non par la lutte de classe du prolétariat, mais par le complot d'une petite

minorité d'intellectuels ». Les léninistes soulignèrent le manque de théorie de Blanqui qui ne parlait pas de la dictature de la classe prolétarienne, mais de la dictature de Paris, réalisée par une petite poignée de conspirateurs. D'ailleurs, le courant blanquiste ne survécut que peu à la Commune et pas à la mort de son fondateur. Les survivants, à l'instar d'Edouard Vaillant, rejoignirent les marxistes certains dans le Parti Ouvrier Français, d'autres plus tard dans la SFIO, qui unifiait tous les courants socialistes.

En conclusion, nous dirons que Blanqui a été l'un des représentants les plus éminents du communisme utopique français et du mouvement révolutionnaire français du XIX^{ème} siècle. Il consacra toute sa vie à la lutte révolutionnaire pour le communisme. Blanqui n'a pas su expliquer en matérialiste l'inéluctabilité du communisme : il n'a pas su se dégager des vieilles idées conspiratives sur la révolution. Néanmoins son dévouement à la cause révolutionnaire, son instinct de révolutionnaire prolétarien lui ont permis de s'élever très au-dessus des autres socialistes et communistes français de la période pré-marxiste. S'il ne fut pas de la Commune, il en fut l'âme et un écrit sur la 1^{ère} révolution prolétarienne ne pouvait faire l'économie d'évoquer Louis-Auguste Blanqui.

5-2 de Proudhon à Marx Une bonne partie des militants internationalistes présents lors de la Commune, comme Eugène Varlin et Benoît Malon, étaient au départ des disciples de Proudhon. Socialiste utopique, Pierre-Joseph Proudhon se révéla très vite un légaliste. Par exemple, il ne participa pas aux émeutes de juin 1848, condamnant à la fois la révolte et la répression. Adepte d'une république de petits propriétaires, avec un rôle non négligeable joué par le père de famille, Proudhon rejette à la fois capitalisme et socialisme (aussi bien l'utopique de Fourier que ce qui deviendra le marxisme). Il préconise l'association et adopte le terme de mutualisme pour son genre d'anarchisme, qui implique le contrôle des moyens de production par les travailleurs. Dans sa vision, des artisans indépendants, des paysans, et des coopératives échangent leurs produits sur un marché. Pour Proudhon, les usines et autres larges lieux de travail seraient dirigés par des syndicats fonctionnant par démocratie directe. L'État serait aboli ; à la place la société devrait être organisée par une fédération de « communes libres ». Au sein de l'Internationale, il y eut une scission entre les anarchistes de Bakounine et ceux de Proudhon. Les mutualistes proudhoniens pensaient que la propriété collective était indésirable et que la révolution sociale pouvait être atteinte pacifiquement. Les principaux disciples de Proudhon, se retrouvèrent d'ailleurs au moment de la Commune du côté de Thiers, tels Henri Tolain, maire-adjoint du XI^{ème} arrondissement, réfugié à Versailles, qui finit dans l'opportunisme ou Gustave Chaudey, qui fit tirer sur la foule protestant contre la reddition de Paris le 22 janvier 1871 et fut arrêté puis exécuté par les communards le 23 mai. Le mouvement ouvrier français était peu structuré, Proudhon réussit en partie à l'organiser dans des associations mutualistes. Mais, pour les anciens de 48, pour Blanqui notamment, cela n'était pas suffisant. Varlin, Malon et les autres militants ouvriers qui étaient au départ proudhoniens n'avaient pas connu les émeutes ouvrières de juin 1848 ; ils étaient trop jeunes. Ils avaient simplement rejoint les organisations ouvrières existantes. Marx était alors peu connu en France. Mais, avec la création de l'Internationale, les choses changèrent. La Commune permit aussi l'évolution de militants ouvriers internationalistes vers les idées marxistes, Frankel et Serrailier, venu spécialement de Londres pour rejoindre Paris en lutte, étaient déjà proches de Marx, et l'influence du socialisme scientifique se fit sentir sur Malon et Varlin. Une personne résume peut-être ce parcours des militants socialistes français de l'époque : Zéphyrin Camélinat, au départ ami de Proudhon, dirigeant du syndicat des ouvriers du bronze, un des fondateurs de l'Internationale,

directeur de la monnaie sous la Commune, un des artisans de l'unification du mouvement socialiste en France, trésorier de la SFIO, puis un des artisans du congrès de Tours, qui mourut député communiste en 1932. 5-3 les néo-jacobins Les néo-jacobins étaient pour la plupart, comme Charles Delescluze et Félix Pyat, des anciens de 1848. Républicains de gauche, ils avaient parfois défendu les ouvriers de juin, comme Raspail, et avaient fait partie des vaincus du 2 décembre 1851, le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte, futur Napoléon III. On peut dire qu'ils constituaient l'extrême gauche républicaine, qu'ils se revendiquaient de l'héritage de 1793, ils adoptèrent les mesures démocratiques de la Commune, mais aussi celles en faveur de la classe ouvrière à l'exception de la journée de 8 heures, que proposaient Frankel et les Internationalistes, mais qui fut rejetée. Le courant néo-jacobin s'éteignit avec la Commune, survivant dans la seule personne de Raspail. Absent de Paris l'ancien leader de 1848 n'avait pas participé à la Commune mais fustigea l'attitude des Versaillais et la répression, ce qui lui valut un séjour en prison. Réélu député à 83 ans en 1877, il proposa en vain, le premier, l'amnistie des Communards. Ce courant politique ne pouvait que se tarir, car il était impossible désormais de ne pas choisir entre le mouvement socialiste héritier de la Commune et la gauche républicaine, qui s'était tristement illustrée en soutenant le gouvernement de Thiers, voire en y participant (Dufaure et Ferry). Si l'on excepte Clemenceau, médecin soignant des Communards, qui ne se prononça ni pour ni contre la Commune, et Gambetta qui démissionna du "gouvernement de la défense nationale", rebaptisé par les soins de Marx "gouvernement de la défection nationale", tous les dirigeants républicains, du centre gauche, comme Thiers et Jules Simon, mais aussi de gauche, furent dans le camp des versaillais, de la répression. La droite monarchiste fut bien aise de laisser les républicains de Thiers et Dufaure, qui étaient minoritaires à l'Assemblée, régler à sa place le cas des ouvriers révolutionnaires parisiens. Il faut le dire, la plupart des militants de la Commune n'avaient aucune confiance dans la gauche, il n'est qu'à lire combien ce terme est péjoratif dans le récit de Lissagaray, comme dans celui de Vallès, les deux œuvres majeures écrites par des survivants de la Commune pour la raconter. En ce sens, la situation politique n'a guère changé depuis 1871 : le clivage est toujours entre les partisans du capitalisme et ceux du socialisme. En 1870, comme en 1879 lors de l'élection d'un républicain, Jules Grévy à la présidence de la République ou comme aujourd'hui, la gauche et la droite sont d'accord sur l'essentiel : maintenir la domination de la bourgeoisie sur la société.

6 la haine de classe, le rôle des écrivains français

La Commune provoqua une peur terrible chez les possédants et leurs valets, la répression de la semaine sanglante fut à la mesure de ce que les massacreurs avaient craint. La plupart des intellectuels, féaux de la bourgeoisie ou tenants de l'art pour l'art, vomirent leur haine de classe sur la révolution prolétarienne. Vallès et Courbet, militants de la Commune, Verlaine et Rimbaud, qui vivaient à Paris sous la Commune et écrivirent des poèmes à sa gloire sauvèrent l'honneur des écrivains et artistes français. De tous ceux que nous allons citer, il faut enfin distinguer le cas de Victor Hugo qui, s'il n'approuva pas la Commune, qu'il ne comprenait pas, dénonça la répression et hébergea, dans sa maison de Bruxelles, des Communards en fuite, ce qui lui attira les foudres de la jeunesse dorée de la ville. Alors, sans plus de commentaire, citons quelques-uns de nos plus illustres écrivains.

extrait d'une lettre de Charles Leconte de Lisle à José-Maria de Heredia

« La Commune ? Ce fut la ligue de tous les déclassés, de tous les incapables, de tous les envieux, de tous les assassins, de tous les voleurs, mauvais poètes, mauvais peintres, journalistes manques, tenanciers de bas étage. »

extrait d'une lettre de Gustave Flaubert à George Sand

« La seule chose, j'en reviens toujours là, c'est un gouvernement de mandarins. Le peuple est un éternel mineur. Je hais la démocratie. [...] Le premier remède serait d'en finir avec le suffrage universel, la honte de l'esprit humain. Dans une entreprise industrielle (société anonyme), chaque actionnaire vote en raison de son apport. Il en devrait être ainsi dans le gouvernement d'une nation. [...] L'instruction obligatoire et gratuite n'y fera rien qu'augmenter le nombre des imbéciles. Le plus pressé est d'instruire les riches, qui, en somme, sont les plus forts. »

extrait d'un article d'Alphonse Daudet

« On devine le rire amer, les yeux pleins de bile de l'homme qui a eu une enfance malheureuse et qui en veut à l'humanité parce que, tout petit, il a porté des habits ridicules, taillés dans les redingotes de son père. [...] Les communards ? Des têtes de pions, collets crasseux, cheveux luisants, les toqués, les éleveurs d'escargots, les sauveurs du peuple, les déclassés, les tristes, les traînants, les incapables ; pourquoi les ouvriers se sont-ils mêlés de politique ? »

extrait d'un article d'Alexandre Dumas fils

« L'effronterie de ces coquins n'avait d'égale que leur bêtise et leur scélératesse. [...] Cela puait le vin, la crasse, le jus de pipe, bien autre chose encore, et je ne sais quelle bestiale vanité. [...] Nous ne dirons rien de leurs femmes par respect pour les femmes à qui elles ressemblent quand elles sont mortes. »

extrait d'un article d'Emile Zola

« Le bain de sang que le peuple de Paris vient de prendre était peut-être une horrible nécessité pour calmer certaines de ses fièvres. Vous le verrez maintenant grandir en sagesse et splendeur. »

extrait d'un article de Georges Feydeau

« Nous avons été la proie [...] d'un soulèvement total de tous les déclassés, de tous les fruits secs, de tous les singes d'Erostrate qui pullulent dans les bas-fonds des sociétés modernes, de tous les paresseux pillards, des rôdeuses de barrière, de la lie des prisons et des bagnes. »

extrait d'un article de Théophile Gautier

« Messieurs les ouvriers, par cela seul qu'ils caressaient mieux la bouteille que le travail, et se lavaient fort peu les mains, n'ayant pas le temps de le faire, se sont mis en tête que tout leur était dû, leur appartenait sur la terre, et qu'ils en savaient assez long, n'ayant jamais appris que chacun leur métier, pour se substituer avantageusement à tous les gouvernements des peuples civilisés. Grâce à ces merveilleuses théories [...], il est avéré [...] que l'expérience, le travail, la science, la réflexion, la méditation ne sont rien, ne servent à rien, qu'il suffit d'être grossier, mal élevé, de puer la crasse et le tabac, et d'avoir en toute occasion l'injure et la pipe à la bouche, pour être regardé comme un être supérieur. »

Terminons par un extrait d'un article du journal "Le Figaro" qui vaut son pesant d'or.

« On demande formellement que tous les membres de la Commune, que tous les journalistes qui ont lâchement pactisé avec l'émeute triomphante, que tous les Polonais interlopes et les Valaques de fantaisie soient passés par les armes devant le peuple rassemblé. »

7 les enseignements tirés par les marxistes, les questions de l'Etat et de la dictature du prolétariat

La Commune, fut un objet d'enthousiasme puis d'étude pour Marx et Engels. Cette expérience permit aux deux théoriciens du socialisme d'affiner leur perception de la prise du pouvoir par le prolétariat et du régime à installer ensuite, bref, de la dictature du prolétariat. Nous terminerons donc avec quelques extraits, concernant la dictature du prolétariat et l'Etat, de la préface écrite en 1891 par Friedrich Engels à l'occasion du vingtième anniversaire de la Commune à la réédition de "La guerre civile en France", œuvre majeure pour qui veut connaître et comprendre la Commune de Paris.

« La Commune dut reconnaître d'emblée que la classe ouvrière, une fois au pouvoir, ne pouvait continuer à se servir de l'ancien appareil d'Etat; pour ne pas perdre à nouveau la domination qu'elle venait à peine de conquérir, cette classe ouvrière devait, d'une part, éliminer le vieil appareil d'oppression jusqu'alors employé contre elle-même, mais, d'autre part, prendre des assurances contre ses propres mandataires et fonctionnaires en les proclamant, en tout temps et sans exception, révocables. En quoi consistait, jusqu'ici, le caractère essentiel de l'Etat ? La société avait créé, par simple division du travail à l'origine, ses organes propres pour veiller à ses intérêts communs. Mais, avec le temps, ces organismes, dont le sommet était le pouvoir de l'Etat, s'étaient transformés, en servant leurs propres intérêts particuliers, de serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci. [...]

Pour éviter cette transformation, inévitable dans tous les régimes antérieurs, de l'Etat et des organes de l'Etat, à l'origine serviteurs de la société, en maîtres de celle-ci, la Commune employa deux moyens infaillobles. Premièrement, elle soumit toutes les places de l'administration, de la justice et de l'enseignement au choix des intéressés par élection au suffrage universel, et, bien entendu, à la révocation à tout moment par ces mêmes intéressés. Et, deuxièmement, elle ne rétribua tous les services, des plus bas aux plus élevés, que par le salaire que recevaient les autres ouvriers. Le plus haut traitement qu'elle payât était de 6 000 francs. Ainsi on mettait le holà à la chasse aux places et à l'arrivisme, sans parler de la décision supplémentaire d'imposer des mandats impératifs aux délégués aux corps représentatifs. [...]

Dans la conception des philosophes, l'Etat est « la réalisation de l'Idée » ou le règne de Dieu sur terre traduit en langage philo philo sophique, le domaine où la vérité et la justice éternelles se réalisent ou doivent se réaliser. De là cette vénération superstitieuse de l'Etat et de tout ce qui y touche, vénération qui s'installe d'autant plus facilement qu'on est, depuis le berceau, habitué à s'imaginer que toutes les affaires et tous les intérêts communs de la société entière ne sauraient être réglés que comme ils ont été réglés jusqu'ici, c'est-à-dire par l'Etat et ses autorités dûment établies. Et l'on croit déjà avoir fait un pas d'une hardiesse prodigieuse, quand on s'est affranchi de la foi en la monarchie héréditaire et qu'on jure par la république démocratique. Mais, en réalité, l'Etat n'est rien d'autre qu'un appareil pour opprimer une classe par une autre, et cela, tout autant dans la république démocratique que dans la monarchie; le moins qu'on puisse en dire, c'est qu'il est un mal dont hérite le prolétariat vainqueur dans la lutte pour la

domination de classe et dont, tout comme la Commune, il ne pourra s'empêcher de rogner aussitôt au maximum les côtés les plus nuisibles, jusqu'à ce qu'une génération grandie dans des conditions sociales nouvelles et libres soit en état de se défaire de tout ce bric-à-brac de l'État.

Le philistin social-démocrate a été récemment saisi d'une terreur salubre en entendant prononcer le mot de dictature du prolétariat. Eh bien, messieurs, voulez-vous savoir de quoi cette dictature a l'air ? Regardez la Commune de Paris. C'était la dictature du prolétariat. »

8 bibliographie

deux récits de participants à la Commune :

"Histoire de la Commune de 1871" de Prosper-Olivier Lissagaray

"L'insurgé" de Jules Vallès

le récit d'un étranger, qui était là par hasard, un Danois, le père de l'écrivain Karen Blixen

"Paris sous la Commune" de Wilhelm Dinesen

des œuvres d'historien

"La Commune de 1871" de Jean Bruhat, Jean Dautry et Emile Tersen

"Grande Histoire de la Commune" de Georges Soria (une somme en cinq tomes)

l'œuvre de Marx

"La guerre civile en France" de Karl Marx

<http://www.sitecommunistes.org>